



Conseil économique et social

Distr. générale
6 novembre 2007
Français
Original : anglais/français

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2008
21-30 janvier 2008

**Rapports quadriennaux pour la période 2003-2006
présentés par des organisations non gouvernementales
dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique
et social par l'intermédiaire du Secrétaire général
en application de la résolution 1996/31 du Conseil***

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Association pour le développement économique, social et environnemental du Nord	2
2. Australian Council for International Development.	5
3. International Multiracial Shared Cultural Organization.	8
4. New York County Lawyers' Association	11
5. Centre Simon Wiesenthal	14

* Les rapports soumis par les organisations non gouvernementales sont publiés sans avoir été revus par les services d'édition.



1. Association pour le développement économique, social et environnemental du Nord (ADESEN)

(Statut consultatif spécial accordé en 2003)

I. Introduction

L'Association pour le développement économique, social et environnemental du Nord (ADESEN) poursuit les objectifs suivants :

- Promouvoir le développement économique et social;
- Défendre et protéger l'environnement;
- Promouvoir les droits des enfants.

En d'autres termes, la lutte contre la pauvreté et la protection de l'environnement sont les deux piliers sur lesquels s'appuie l'ADESEN pour réaliser ses objectifs.

En plus, les activités de plaidoyer représentent une grande partie des actions de l'ADESEN pour atteindre ses objectifs.

Les objectifs de l'ADESEN se retrouvent aussi dans les différentes activités de l'Organisation des Nations Unies et de manière spécifique dans les différents plans d'action adoptés par les grandes conférences internationales des Nations Unies portant sur : le développement social, le développement durable, le financement pour le développement, la promotion des femmes, le développement des pays les moins avancés et les objectifs du Millénaire pour le développement.

Afin de conférer plus de poids à son action, l'ADESEN est membre d'un certain nombre de réseaux internationaux d'ONG qui soutiennent le travail des Nations Unies, tels que :

- FAN (Freshwater Action Network, www.freshwateraction.net), réseau créé après le deuxième Forum mondial sur l'eau en mars 2000, qui contribue à ce que les ONG des pays du Sud qui interviennent dans le cadre de l'eau et sur les problèmes d'assainissement soient représentées dans les forums internationaux sur l'eau et soient entendues;
- Social Watch (www.socialwatch.org), réseau international qui publie un rapport annuel faisant le point sur les engagements pris par les gouvernements lors du Sommet mondial sur le développement social (Copenhague, 1995) et de la Conférence mondiale sur les femmes (Beijing, 1995), en vue d'éradiquer la pauvreté et de promouvoir l'égalité des sexes dans le monde. Ce réseau a été mis sur pied au lendemain du Sommet de Copenhague sur le développement social en 1995 et est doté du statut consultatif général auprès du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Développement social et égalité des sexes

- Participation au rapport annuel 2004 de Social Watch faisant le point sur la tenue des engagements pris lors du Sommet mondial sur le développement social, tenu à Copenhague en 1995, et de la Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing en 1995 également.

Le rapport de l'ADESEN fait le point sur la tenue par l'État du Sénégal des engagements qu'il a pris à Copenhague et à Beijing.

- Participation à la Conférence de Beijing+10, quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme, du 28 février au 11 mars 2005, à New York.

Développement durable

Actions :

- Plaidoyer pour une gestion rationnelle et durable des ressources naturelles par l'éducation, l'information et la communication;
- Organisation de concours de dessin dans les établissements scolaires sur des thèmes relatifs à la défense de l'environnement;
- Dans le cadre de l'Année internationale des déserts et de la désertification (2006), nous avons initié des actions de reboisement avec la participation de 18 communautés villageoises et d'organisations de base. Cinquante mille arbres ont été plantés avec l'appui des services du Ministère de l'environnement;
- Taux de réussite de 85 %, le suivi étant assuré par les populations;
- Lancement d'un projet de gestion de l'eau et de l'environnement, dans le cadre de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau, source de vie » (2005-2015), dans la région de Saint-Louis. Il s'agit, d'abord, de missions de prise de contact et d'information des organisations de la société civile intervenant dans le bassin du fleuve Sénégal pour la préparation et la mise en œuvre du projet GEE (Gestion de l'eau et de l'environnement dans le bassin du fleuve Sénégal);
- Dans un second temps, il s'agit de la mise en place d'une stratégie commune des organisations pour répondre aux intérêts et préoccupations des organisations riveraines du bassin du fleuve Sénégal;
- L'objectif est de consolider l'élargissement des alliances des organisations de la société civile afin d'assurer aux communautés du fleuve Sénégal un avenir plus sûr;
- Une bonne communication avec les organisations communautaires de base et les populations, afin de déterminer des objectifs en matière de mise en valeur des ressources naturelles et de développement durable dans l'ensemble du fleuve Sénégal;

- Participation à la cinquante-septième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, du 8 au 10 septembre 2004.

Financements pour le développement

Action de microfinancement au profit des femmes de la ville de Saint-Louis du Sénégal : Crédit mutuel. Il s'agit d'octroyer des microcrédits pour réduire l'impact de la pauvreté sur les femmes.

Les objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous

Cible 3 : D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires

L'ADESEN a distribué des cahiers et bloc-notes aux écoliers du cycle primaire.

Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle

L'ADESEN a mené des activités d'information, d'éducation et de communication dans les villages sur la santé maternelle. Au total, 48 villages ont été visités et les thèmes ont porté sur :

- Le sida et les maladies sexuellement transmissibles;
- La santé de l'enfant;
- L'espacement des naissances.

Activités à l'appui des principes mondiaux

Chaque année, l'ADESEN prend part aux activités organisées à l'occasion de diverses journées mondiales, telles que :

- La Journée mondiale contre la désertification;
- La Journée mondiale de l'environnement;
- La Journée mondiale de l'eau;
- La Journée mondiale de lutte contre le sida.

Les célébrations sont organisées avec les services de l'État sénégalais chargés des départements concernés (environnement, santé, eau).

À l'occasion de ces journées, on a recours pour mieux sensibiliser les populations au théâtre, à l'affichage et aux conférences publiques en langues nationales.

L'ADESEN aimerait participer davantage aux conférences organisées par les organismes des Nations Unies, mais le budget de l'Association ne le permet pas toujours.

2. Australian Council for International Development (ACFID)

(Statut consultatif spécial accordé en 1999)

I. Introduction

1. L'Australian Council for International Development (ACFID) s'est fixé pour mission de promouvoir les conditions d'un développement humain durable, permettant à tous de jouir de toute la gamme des droits de l'homme, de satisfaire leurs besoins en étant libéré de la pauvreté et de vivre dignement. Il s'agit, pour l'ACFID, de faciliter le travail de ses membres en promouvant des normes élevées d'éthique et de pratique organisationnelle; en favorisant la coopération entre ses membres et avec les acteurs extérieurs; en représentant les intérêts de ses membres auprès du Gouvernement et d'autres parties prenantes; et en incitant la société australienne à chercher à mieux comprendre la problématique du développement et des questions connexes.

2. a) **Modifications de l'acte constitutif.** De nombreuses modifications ont été apportées à la raison sociale et aux principes fondateurs (statuts) de l'ACFID, qui s'appelait jusqu'en 2003 Australian Council for Overseas Aid. En 2004, les statuts ont été modifiés pour permettre l'introduction de nouvelles clauses ou la révision de celles figurant dans le Code de conduite de l'ACFID. En 2005, une révision des statuts a permis de transférer au directoire de l'ACFID les attributions du Conseil relatives à la nomination d'un vérificateur des comptes; d'adopter une nouvelle structure tarifaire; et d'apporter de nouvelles modifications au Code de conduite.

b) **Changements intervenus dans le financement.** En 2006, l'ACFID a introduit une nouvelle structure de cotisations plus équitable, fondée sur l'envergure des opérations de ses membres.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ainsi qu'aux grandes conférences et autres réunions des organismes des Nations Unies

Profitant de son statut consultatif spécial, l'ACFID a envoyé des représentants aux réunions du Comité exécutif du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et aux consultations avec les ONG (tenues avant les réunions du Comité).

Du 29 septembre au 3 octobre 2003, un représentant de l'ACFID a assisté à la réunion du Comité exécutif, tenue à Genève. En 2004 (du 27 septembre au 8 octobre), deux représentants de l'ACFID ont participé à la réunion du Comité exécutif, à Genève, en Suisse. En 2005 (du 24 septembre au 7 octobre), deux personnes ont représenté l'ACFID à la réunion du Comité exécutif, à Genève, en Suisse. En 2006 (du 27 septembre au 6 octobre), l'ACFID a envoyé à la réunion du Comité exécutif, à Genève, trois représentants qui, le 28 septembre lors d'une séance des Consultations annuelles avec les ONG tenue conjointement avec la Fédération luthérienne mondiale et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour

les réfugiés, ont présenté les résultats de leur recherche, intitulée *Challenges of Return: Rights and sustainable solutions* (Défis du retour : droits et solutions viables).

ii) Coopération avec des organes ou des institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain ou au Siège

En 2005, grâce à une collaboration étroite avec le Représentant régional du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et avec le Chef du Centre logistique commun des Nations Unies, l'ACFID a assisté à une conférence sur la participation de l'ONU aux interventions humanitaires. La participation de ces hauts représentants a été fort appréciée. Toujours en 2005, l'ACFID a rendu visite au Bureau de liaison avec les organisations non gouvernementales du Programme alimentaire mondial à Rome, pour établir avec lui des relations directes et pour en savoir davantage sur les relations du Bureau avec les ONG australiennes. En 2006, l'ACFID a organisé une rencontre entre ses membres et le Sous-Secrétaire général aux affaires humanitaires et Coordonnateur adjoint des secours d'urgence.

iii) Initiatives engagées par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement convenus au niveau international, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement, qui constituent actuellement la base du Programme d'action mondial pour le XXI^e siècle

Depuis 2005, l'ACFID héberge la campagne australienne sur le thème Make Poverty History (« En finir une fois pour toutes avec la pauvreté »). Le 1^{er} juillet 2005, des millions de personnes dans plus de 70 pays à travers le monde ont invité leurs dirigeants à tenir leur engagement de réduire la pauvreté de moitié avant 2015. C'était la première journée mondiale du « bracelet blanc » pour en finir avec la pauvreté et, en Australie, nous avons fait flotter sur le Sydney Harbour Bridge, à Melbourne, une banderole géante sur laquelle était inscrit en grands caractères blancs « Make Poverty History ».

Durant l'année 2005, plus de 150 000 Australiens ont acheté des bracelets blancs et des milliers d'autres ont participé activement à la campagne en écrivant ou en envoyant des courriels à des parlementaires et au Premier Ministre pour demander au Gouvernement australien de jouer un rôle de premier plan dans cette nouvelle initiative mondiale pour en finir une fois pour toutes avec la pauvreté.

Le 18 juin 2005, le mouvement pour en finir avec la pauvreté a lancé la publicité controversée « Faire claquer ses doigts », campagne (interdite en Angleterre) qui montre des célébrités faisant claquer leurs doigts pour signifier la mort d'un enfant toutes les trois secondes.

Le 26 août 2005, ce mouvement a remis 25 000 cartes postales au Premier Ministre, dans le cadre de la préparation du Sommet du Millénaire, tenu en septembre au Siège de l'ONU, à New York. Le 10 septembre 2005, deuxième journée du bracelet blanc, des centaines de milliers de personnes se sont mobilisées pour encourager le Premier Ministre à présenter un plan indiquant comment l'Australie envisageait de tenir ses engagements au titre des objectifs du Millénaire. Le Premier Ministre a alors déclaré que d'ici à 2010, l'Australie porterait à 4 milliards de dollars le montant de son aide internationale, qui passerait ainsi de 0,25 % à 0,36 % du revenu national brut.

Les 14 et 15 novembre 2005, 200 Australiens de moins de 25 ans, venus de toutes les régions du pays, se sont réunis dans la capitale pour deux jours. Les représentants des jeunes ont rencontré 70 personnalités politiques pour réclamer une augmentation quantitative et qualitative de l'aide, l'annulation de la dette et plus d'équité dans les échanges.

L'année 2006 a été marquée par l'expansion continue tant des activités organisées dans le cadre de la campagne pour en finir avec la pauvreté que du nombre des participants. La campagne a attiré 50 000 nouveaux adhérents, qui ont envoyé 10 000 lettres ou courriels aux acteurs politiques fédéraux. En octobre, 92 000 Australiens répartis entre 321 localités ont participé à des manifestations organisées sur le thème « Stand up for poverty » (Debout contre la pauvreté). Les activités menées en Australie s'inscrivaient dans le cadre d'une journée internationale de mobilisation au cours de laquelle 23 millions de personnes ont réclamé l'éradication de l'extrême pauvreté.

Le 17 novembre 2006, le mouvement pour en finir avec la pauvreté a organisé, pendant le sommet du G-20, à Melbourne, un concert qui a attiré 14 000 personnes et qui a été suivi par 250 000 téléspectateurs, faisant ainsi mieux connaître les objectifs du Millénaire.

3. International Multiracial Shared Cultural Organization (IMSCO)

(Statut consultatif spécial accordé en 1995)

I. Introduction

L'International Multiracial Shared Cultural Organization a été créée pour promouvoir et développer des programmes d'échange culturels dans le cadre d'entreprises communes de taille moyenne ou large. IMSCO œuvre à l'éradication de la pauvreté et de l'apartheid économique entre le Nord et le Sud, ainsi qu'en faveur de l'institution d'un nouvel ordre économique international. L'IMSCO agit en tant que prestataire de services et institution de liaison pour les peuples autochtones et la diaspora, fait le lien entre des entreprises et projets connexes de pays développés et de pays en développement utiles à la culture d'entreprise et met tout en œuvre, avec ses moyens limités, pour aider à faire des objectifs du Millénaire pour le développement un succès. Dans sa composition, l'IMSCO s'est enrichie de 15 millions de membres individuels, appuyant ses buts et ceux de l'ONU au Cameroun. L'IMSCO a décidé de rendre l'adhésion gratuite pour tous et on peut donc s'attendre à une augmentation significative de ses membres.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

i) Participation à des réunions de l'ONU

En 2003 : L'IMSCO a élaboré un document à l'intention du Secrétaire général Kofi Annan, lui demandant de nommer un Envoyé spécial pour la diaspora africaine afin d'aider à la réalisation du projet de développement africain (2 juin).

En 2004 : L'IMSCO a appuyé les recommandations des ONG et de la société civile au débat de haut niveau du Conseil économique et social. Elle a également contribué à la mobilisation de ressources et à la création de conditions favorables à l'éradication de la pauvreté, en vue de la mise en œuvre d'un programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010. L'IMSCO a collaboré avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) pour assurer l'approvisionnement en eau potable de zones particulièrement défavorisées des pays en développement. Le 4 février, elle a travaillé avec la Division des politiques sociales et du développement social, au Siège de l'ONU, à New York, et a pris part, le 2 juin, à la table ronde organisée sur les femmes, la démocratie et l'islam. Le 9 novembre, des représentants de l'IMSCO ont assisté à une réunion intitulée « The Emerging Recommendation of the UN Millenium Project ». Le 29 avril, des représentants de l'IMSCO ont participé à la douzième session de la Commission du développement durable de l'ONU (CDD 12), où il a été question de l'eau en tant que besoin essentiel ainsi que de son rôle dans l'assainissement et les établissements humains. L'IMSCO a également été présente à la vingt-neuvième session du Conseil du développement industriel de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, tenue le 9 novembre au Centre international de Vienne.

En 2005 : L'IMSCO a publié un document intitulé *In Larger Freedom Millennium Goals* pour appuyer le rapport du Secrétaire général à la réunion

plénière de haut niveau de la soixantième session de l'Assemblée générale. Elle a pris part à la conférence intitulée « Development Conference on Socio-Economic Policies for Achieving the Millennium Development Goals », organisée par le Département des affaires économiques et sociales, le 14 mars, au Siège de l'ONU, à New York. Des représentants de l'IMSCO ont participé à la réunion préparatoire de la session de fond du Conseil économique et social de 2005 sur le thème : « Réaliser les objectifs de développement convenus sur le plan international, y compris ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire », tenue le 16 mars au Siège de l'ONU, à New York.

En 2006 : Du 16 au 24 janvier, des représentants de l'IMSCO se sont rendus au Congo et au Soudan pour signer des accords et assurer le suivi de l'exécution d'accords signés dans les deux pays en vue de promouvoir le codéveloppement dans la culture d'entreprise entre les Africains d'Afrique et la diaspora africaine. Durant la même période, au Sommet de Khartoum, au Soudan, le Président de l'IMSCO a rencontré les représentants de l'Union africaine et insisté auprès d'eux en faveur d'une coopération plus étroite avec les Africains de la diaspora. Des représentants de l'IMSCO ont participé à la cinquante-neuvième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, intitulée « Une entreprise de longue haleine : mettre en place des partenariats efficaces pour la sécurité humaine et le développement durable », tenue le 6 septembre au Siège de l'ONU, à New York.

ii) **Activités correspondant aux objectifs du Millénaire pour le développement**

Entre 2003 et 2006, des représentants de l'IMSCO se sont rendus à plusieurs reprises au Congo, au Soudan et au Cameroun pour y promouvoir les objectifs du Millénaire pour le développement.

2003-2006. Par le biais de son aile économique, l'African Mineral Resource Exchange (AMRE) Trade Oil Inc., l'IMSCO a maintenu la pression pour que soient débloqués au Congo un demi-million de barils de pétrole brut destinés au peuple congolais et aux Africains démunis de la diaspora américaine. L'IMSCO a sollicité la coopération du Département d'État des États-Unis pour l'aider à lever les obstacles à la livraison du pétrole brut qui aurait déjà dû être partagé avec les partenaires commerciaux naturels du peuple africain et les communautés opprimées. L'IMSCO a élaboré des plans d'extension de projets prévoyant l'intégration des projets de la Banque mondiale à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement dans les pays pauvres très endettés, suivant la liste établie par l'Organisation de coopération et de développement économiques en Europe (OCDE). Le 4 mai 2005, l'IMSCO a remis, à la demande du Secrétaire général Kofi Annan, ses observations sur le document intitulé « Dans une liberté plus grande ».

2004-2005. À l'invitation du peuple camerounais, l'IMSCO a ouvert un bureau au Cameroun et a utilisé la télévision, la radio et la presse écrite nationales pour se présenter tout en promouvant les objectifs du Millénaire.

2005-2006. Au Soudan, les représentants des populations du Darfour ont invité les dirigeants de l'IMSCO à contribuer à la mise en place d'une infrastructure économique de gestion et de commercialisation de la gomme naturelle ou « gomme arabique ». Cette ressource vitale pousse uniquement en Afrique centrale, le Soudan assurant 80 % de l'offre mondiale. Le 22 mars 2006, en collaboration avec AMRE

Trade Oil Inc., son bras économique, l'IMSCO a, avec les représentants des agriculteurs, y compris des représentants des populations du Darfour au Soudan, signé un accord de codéveloppement pour la récolte et le transport de la gomme naturelle ou gomme arabique, conformément à la loi américaine intitulée *Darfur Peace and Accountability Act* de 2006. Le Gouvernement des États-Unis a facilité cet important accord par l'intermédiaire de son Office of Foreign Asset Control (Bureau chargé du contrôle des avoirs étrangers). L'IMSCO est convaincue que les accords conclus au Congo et au Soudan entre des Africains et des Africains de la diaspora serviront de modèle pour les organismes de l'ONU et d'autres organisations non gouvernementales. En 2003, l'IMSCO a fait équipe avec un organisme s'occupant de la santé, dénommé « Our Health Today », pour combattre le VIH/sida dans la ville de New York. L'IMSCO a collaboré au tournage du film *Man In The Mirror*, avec Martin Sheen, Michael Dunn, présélectionné pour un Oscar, et Johnny Brown, distribué partout dans le monde en 2007. Ce film dénonce les causes de la négligence et de la marginalisation dans la société mondiale d'aujourd'hui et suggère des pistes pour que des cultures diverses puissent désormais travailler ensemble pour résoudre la plupart de leurs problèmes, plutôt que d'attendre que des gouvernements indifférents le fassent pour eux. Une fois disponible en DVD et diffusé à la télévision, sur Internet et en salles, ce film a des chances de toucher des milliards de personnes soucieuses du succès des objectifs du Millénaire pour le développement. Les producteurs du film et l'IMSCO sont convaincus que les vedettes du spectacle et les milieux artistiques en général peuvent faire beaucoup pour aider l'ONU à atteindre ses buts.

4. New York County Lawyers' Association

(Statut consultatif spécial accordé en 2003)

I. Introduction

Créée en 1908, la New York County Lawyers' Association est une association d'avocats à but exclusivement caritatif et éducatif. Ses objectifs premiers sont de promouvoir la bonne administration de la justice et les réformes juridiques qui font progresser l'intérêt général; de renforcer le professionnalisme, l'intégrité, la compétence et l'honneur du barreau; et d'offrir des services juridiques gratuits aux déshérités et aux personnes dans le besoin.

Pour mener à bien sa mission, l'Association parraine un large éventail d'activités, dont les suivantes : elle appuie 65 commissions dont les membres s'occupent principalement de questions juridiques et législatives et de questions relevant de la politique des pouvoirs publics, ainsi que d'aspects particuliers de la pratique juridique; administre des programmes d'assistance gratuite, grâce auxquels des avocats bénévoles fournissent gracieusement des avis et conseils juridiques sur des questions touchant notamment au droit de la famille, au droit du travail, ainsi qu'à la législation relative au logement ou aux faillites; organise des rencontres telles que des tribunes libres sur des sujets d'actualité locale, nationale ou internationale; offre des programmes de formation juridique continue aux avocats souhaitant améliorer leurs compétences et leur connaissance des obligations déontologiques; publie des rapports sur des sujets allant des obligations internationales découlant des traités à la réforme judiciaire et aux politiques migratoires; et distribue de nombreuses autres publications, sous forme de bulletins d'information, d'opinions sur la déontologie, de guides destinés aux avocats et de manuels pour informer les jeunes de leurs droits et de leurs responsabilités.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

1) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ainsi qu'aux grandes conférences et autres réunions des organismes des Nations Unies

i) 2004 : le 5 mars 2004, un représentant a assisté à une séance d'information à l'intention des ONG, tenue au Siège durant la quarante-huitième session de la Commission de la condition de la femme, ainsi qu'à une séance d'information organisée par la délégation des États-Unis.

ii) 2005 : le 24 janvier 2005, au Siège de l'ONU, un représentant a participé à la vingt-huitième session extraordinaire de l'Assemblée générale commémorant le sixième anniversaire de la libération des camps de concentration nazis.

iii) 2005 : du 19 au 21 juillet 2005, au Siège de l'ONU, un représentant a pris part à la Conférence intitulée « La société civile forge des partenariats pour empêcher les conflits violents et consolider la paix : de la réaction à la prévention ».

iv) 2005 : le 7 décembre 2005, au Siège de l'ONU, un représentant a participé à la table ronde sur le thème « Se manifestant dans toute sa laideur : la réapparition de la torture au XXI^e siècle et la lutte pour la combattre ». Durant la

période considérée, si l'organisation n'a pas participé plus largement aux travaux du Conseil économique et social, ni à ceux de ses organes subsidiaires ou à d'autres conférences et réunions des organismes des Nations Unies, c'est parce qu'elle a axé ses efforts sur la formation de ses membres et d'autres juristes aux questions internationales, ainsi que sur le parrainage de forums, de réunions et de conférences consacrés à des sujets intéressant le Conseil économique et social et d'autres organes des Nations Unies.

2) Initiatives visant à appuyer les objectifs de développement convenus au niveau international, en particulier, les objectifs du Millénaire pour le développement

i) Activités visant à appuyer l'objectif 3 (Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes). Sous l'impulsion de ses comités chargés des droits de la femme et du droit international et étranger, l'Association a parrainé des forums où l'on a débattu de la condition de la femme, en particulier de la violence à l'égard des femmes, dans différentes parties du monde, notamment : en 2003, un forum où le conférencier a traité de la violence au sein de la famille et des mesures prises à ce sujet par les gouvernements de huit pays; en 2005, un forum où les conférenciers ont parlé de la condition de la femme en Afghanistan et des problèmes que les immigrées afghanes rencontrent aux États-Unis; en 2005, un forum où la lauréate du prix Nobel de la paix, Shirin Ebadi, a traité de la condition de la femme en Iran et au Moyen-Orient; en 2005, une projection de diapositives par un photographe de la National Geographic, Steve McCurry, qui a présenté des diapositives et parlé de la condition de la femme en Afghanistan; en 2006, une conférence où des représentantes d'organisations de femmes et d'ONG ont élaboré une réponse de la ville de New York à l'étude approfondie présentée par le Secrétaire général sur toutes les formes de violence à l'égard des femmes.

3) Activités à l'appui de principes mondiaux

i) La primauté du droit : sous l'impulsion de son comité chargé du droit international et étranger (Foreign and International Law Committee), l'Association a parrainé un certain nombre de forums et de réunions, dont en 2003, un forum où les conférenciers ont traité du projet de constitution pour l'Union européenne; en 2006, un forum où les conférenciers ont parlé du modèle « une nation, deux systèmes » suivi à Hong Kong (région administrative spéciale de Chine) et en Chine; en 2006, réunion où des représentants de l'Association ont rencontré une délégation du Ministère chinois de la justice et une délégation de juges de la Division de la propriété intellectuelle du tribunal populaire chinois;

ii) Non-prolifération nucléaire : sous l'impulsion de son comité chargé du droit international et étranger, l'Association a parrainé les événements ci-après : en 2005, un forum où l'on a débattu de la question de savoir si le régime actuel de non-prolifération pouvait relever efficacement les défis; en 2006, un rapport portant sur les obligations qui incombent à la République populaire démocratique de Corée en vertu du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

iii) Réduction de la violence à l'encontre des enfants : sous l'impulsion de son comité chargé de l'éducation juridique (Law-Related Education Committee) et du comité des droits de l'enfant de la New York Women's Bar Association, l'Association a parrainé en 2006 un forum où les intervenants ont examiné l'étude

du Secrétaire général consacrée à la violence à l'encontre des enfants et à la question de savoir si les mécanismes internationaux et locaux dont on dispose sont à même de prévenir la violence à l'encontre des enfants, filles et garçons.

5. Le centre Simon Wiesenthal

(Statut consultatif spécial accordé en 1995)

I. Introduction

Fondé par son actuel doyen, le rabbin Marvin Hier, le Centre Simon Wiesenthal (SWC) est une organisation internationale juive de défense des droits de l'homme, comptant 440 000 membres. Créé en 1977, à Los Angeles, il applique les enseignements de l'Holocauste à l'analyse des questions contemporaines.

Le Centre porte le nom de l'enquêteur sur l'horreur nazie, qui a permis de traduire en justice plus de 1 100 criminels de guerre. Resté combatif jusqu'à sa mort, à 97 ans, à Vienne, il a voulu, en donnant son nom à une institution de son vivant, éviter à tous les peuples la répétition de l'Holocauste. Devenu aujourd'hui international, son Centre dispose de bureaux partout aux États-Unis, ainsi que de bureaux régionaux à Toronto, Paris, Jérusalem et Buenos Aires.

II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

i) Participation aux réunions de l'ONU

2003 : Le 20 mai, le Représentant principal du Centre à New York, M. Mark Weitzman, et son Directeur des relations internationales, Dr. Shimon Samuels, ont rencontré 12 des 19 délégués permanents auprès du Comité des ONG de l'ONU à New York pour leur présenter le programme de travail et les activités du centre. Le délégué principal du Centre et Directeur des relations internationales, Dr. Shimon Samuels, a formulé des recommandations sur la situation actuelle en matière d'antisémitisme en vue de leur inclusion dans le rapport que le Rapporteur spécial sur le racisme, M. Doudou Diène, présenterait à la session de mars de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, à Genève (point 6, sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée). Le regretté Haut-Commissaire aux droits de l'homme, M. Sergio Vieira de Mello, a été l'orateur principal à la deuxième Conférence internationale sur le thème « Éducation pour la tolérance : la résurgence de l'antisémitisme », organisée en juillet, à Paris, conjointement par le Centre et par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Feu Sergio Vieira de Mello a invité M. Shimon Samuels, spécialiste de l'antisémitisme, à participer au séminaire régional d'experts pour les États occidentaux, organisé à Bruxelles, du 10 au 12 décembre, sur le thème : « Mise en œuvre du Programme d'action de Durban : échange d'idées sur les pistes à suivre ». À cette occasion, le programme « Outils pour la tolérance » du Musée de la tolérance (Museum of Tolerance) du Centre a été présenté comme modèle pour lutter contre le racisme. Nos recommandations sur la manière de contenir la haine sur Internet et notre proposition tendant à ce que l'Assemblée générale de l'ONU déclare le 27 janvier (date de la libération d'Auschwitz en 1945) Journée internationale de commémoration de l'Holocauste figuraient en tant que point 7, parmi les recommandations finales du séminaire, qui ont été soumises à l'Assemblée générale. La dernière recommandation a été concrétisée, en 2005, par une résolution de l'Assemblée générale établissant cette journée commémorative.

2004 : M. Mark Weitzman a été l'un des animateurs du premier séminaire de l'ONU de la série « Désapprendre l'intolérance », organisé le 21 juin, au Siège de l'ONU, sur le thème « Faire face à l'antisémitisme : l'éducation pour la tolérance et la compréhension ». L'intervention de M. Weitzman a été publiée par la suite dans la *Chronique de l'ONU* et sur le site Web de l'Organisation. Le 24 mars, M. Samuels et le doyen associé du Centre, le rabbin Abraham Cooper, ont rencontré M^{me} Louise Arbour, nouvellement nommée aux fonctions de Haut-Commissaire aux droits de l'homme, lui suggérant de recommander la nomination d'un Rapporteur sur le terrorisme, dont le mandat serait axé sur le nouveau fléau des attentats-suicides, qui constituent une violation du droit à la vie des victimes.

2005 : Le 22 mars, M. Samuels a présenté un projet de convention incriminant les attentats-suicides au Conseil des droits de l'homme, réuni en séance plénière, à la suite de sa bénédiction par le regretté Pape Jean-Paul II. Depuis, ce projet de convention a recueilli l'appui du Parlement australien. À la même date, le Centre a organisé, en marge du Conseil des droits de l'homme, un déjeuner-débat sur la résurgence de l'antisémitisme.

2006 : Une délégation du Centre Simon Wiesenthal, comprenant un survivant d'un attentat-suicide, a rencontré le Directeur du Cabinet du Secrétaire général et son Directeur de la communication, au du Secrétariat de l'ONU à New York, pour débattre du terrorisme international et de la situation au Moyen-Orient. Le 19 septembre, en marge de la session du Conseil des droits de l'homme, à Genève, le Centre a organisé, en collaboration avec l'International Humanist Ethical Union et l'Association of World Education, un déjeuner-débat sur le thème « Le Hezbollah contre les droits de l'homme ». Le même jour, le Centre a conduit une délégation des victimes du Hezbollah à une rencontre avec la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M^{me} Louise Arbour.

ii) **Coopération avec les institutions spécialisées**

2003 : La deuxième Conférence internationale coorganisée par le Centre et par l'UNESCO sur le thème « Éducation à la tolérance : la résurgence de l'antisémitisme », s'est tenue à Paris. À cette occasion, le prix de l'action humanitaire du Centre a été décerné, le 12 juillet, au Directeur général de l'UNESCO, M. Koïchiro Matsuura. En octobre, le Directeur général Matsuura a visité le Musée de la tolérance du Centre à Los Angeles pour célébrer le dixième anniversaire de son ouverture par son prédécesseur, Federico Mayor. Depuis, le musée a accueilli 4,5 millions de visiteurs et formé plus de 90 000 agents de la police et de l'armée, en insistant sur le multiculturalisme et la diversité sociale. Le 8 décembre, la branche universitaire du Centre, dénommée Academic Response to Antisemitism and Racism in Europe (ARARE) a tenu, à Venise et sous les auspices de l'UNESCO, son séminaire annuel d'experts sur le thème « Le Centenaire des Protocoles des Sages de Sion : modèle de littérature contemporaine incitant à la haine ».

2004 : L'Association française du Centre, appelée Verbe et Lumière qui a pour but de diffuser les enseignements de l'Holocauste en France a établi avec l'UNESCO un Comité consultatif conjoint sur l'éducation (18 mars). Cette association tient une réunion annuelle, à l'occasion de la cérémonie tenue à l'UNESCO, de remise des prix aux lauréats d'un concours de dissertation organisé dans des écoles françaises, italiennes et russes sur divers aspects de l'Holocauste.

En 2004, le thème était « Enseignements pour l'Europe contemporaine », en 2005, « Soixantième anniversaire de la libération des camps de la mort » et en 2006, « Le Tribunal de Nuremberg, métaphore de la justice contemporaine ». La Mission du Rwanda a désigné le Centre de New York pour la tolérance comme l'un des sites à retenir pour la commémoration du dixième anniversaire du génocide rwandais. Des survivants du génocide rwandais et de l'Holocauste ont participé au programme. Le Centre a fait des recommandations au Forum mondial de l'UNESCO sur les droits de l'homme tenu le 18 mai à Nantes (France).

2005 : Le 31 janvier, le Centre a commémoré le « Soixantième anniversaire de la libération des camps de la mort », au siège de l'UNESCO, à Paris, en présence du Directeur général, des ambassadeurs, du personnel et de survivants de l'Holocauste. Le Secrétaire général Koffi Annan a été l'un des orateurs de marque à la cérémonie à la mémoire de Simon Wiesenthal, parrainée par le Centre.

2005-2006 : Le Centre de New York pour la tolérance a accueilli plusieurs journalistes étrangers dans le cadre du programme de bourses à la mémoire de Reham Al-Farra du Département de l'information de l'ONU. En 2006, le Président de l'Assemblée générale, M. Jan Eliasson, s'est adressé à un groupe d'ONG et a visité le Centre de New York pour la tolérance.

iii) Appui de l'ONG aux objectifs du Millénaire pour le développement, notamment à l'objectif 8 : « Mettre en place un partenariat mondial pour le développement » – « En coopération avec le secteur privé, mettre les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, à la portée de tous »

2003 : Le 16 juillet, lors du Sommet mondial sur la société de l'information, tenu à Genève, le Centre a proposé d'inclure dans le projet de déclaration et dans le programme d'action du Sommet un texte mentionnant : « l'incitation à la haine et à la violence sur Internet [...] la reconnaissance de cette exaction dangereuse commise sur le cyberspace par les auteurs de l'incitation à la haine [...] et l'invitation à prendre des mesures appropriées pour atténuer leurs effets sur les personnes visées les plus vulnérables qui sont pour la plupart des jeunes ». La question a ensuite été débattue lors de la rédaction des documents du Sommet relatifs à la cybercriminalité, à l'éthique, à la sphère privée ou à la protection des enfants.

2004 : Inspiré du Musée de la tolérance construit par le Centre à Los Angeles, le Centre de New York pour la tolérance a été ouvert non loin du Siège de l'ONU. Il est au service de la ville de New York, et a tissé des liens solides avec le corps diplomatique et le personnel de l'ONU. Les Amis de l'Organisation des Nations Unies (Friends of the United Nations) ont décerné le prix mondial de la tolérance 2004 au Musée de la tolérance. Lors de la cérémonie de remise du prix, organisée le 10 décembre au Siège de l'ONU, à New York, le Président des Amis de l'ONU a loué le Musée de la tolérance « qui donne une portée plus grande et un sens plus vaste à la Déclaration de principes sur la tolérance et offre un cadre institutionnel pour l'apprentissage [...] votre musée dispose d'une longueur d'avance dans l'édification d'une culture de la paix et de la tolérance, à laquelle l'ONU a dédié la présente décennie et en faveur de laquelle les dirigeants se sont engagés lors du Sommet du Millénaire ».